

Quatre personnalités dans le collimateur des espions de l'Est

Ils appartenait aux milieux financier ou politique, au monde académique ou à la société civile. Voici comment leur officier traitant a tenté de les manipuler...

L'économiste hongrois **Alexandre Lamfalussy** (84 ans aujourd'hui) a occupé de 1994 à 1997 le poste de président de l'Institut monétaire européen, prédécesseur de la Banque centrale européenne. Il est aussi réputé être un des pères de l'euro. Après avoir quitté à 19 ans son pays d'origine, Lamfalussy a étudié l'économie à Louvain et a décroché un diplôme à Oxford. Il a rapidement fait carrière à la Banque de Bruxelles. En novembre 1966, il entre pour la première fois dans le collimateur des services de renseignements hongrois. « Vu le poste important qu'il occupe, sa situation et ses possibilités au plan social, il serait intéressant de recruter Lamfalussy », mentionnait le service de renseignements dans un mémo interne. « Il serait utile de clarifier les liens qu'il entretient avec la Hongrie et d'analyser sa personnalité. » La centrale d'espionnage de Budapest

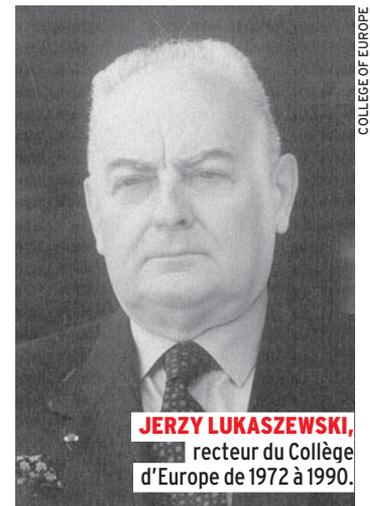
« Une fois clôturé, le "dossier Lamfalussy" comptait 227 pages »

s'intéressait à lui parce qu'il disposait d'informations précises en termes politico-économiques. « On attache beaucoup d'importance à son opinion en Europe occidentale. » En tant que cible, Lamfalussy reçut le nom de code de Cserfalvi.

Les services secrets hongrois tentèrent d'approcher Lamfalussy par le biais de son père. En vain. En 1969, un espion se prétendant attaché commercial put avoir avec Alexandre Lamfalussy un entretien sur l'actualité économique internationale. Mais ça se limita à une rencontre. Deux ans plus tard, un autre espion tenta une fois encore d'approcher Lamfalussy. A nouveau sans succès. En 1984, la centrale de Budapest clôtura le « dossier Lamfalussy ». Il comptait 227 pages.

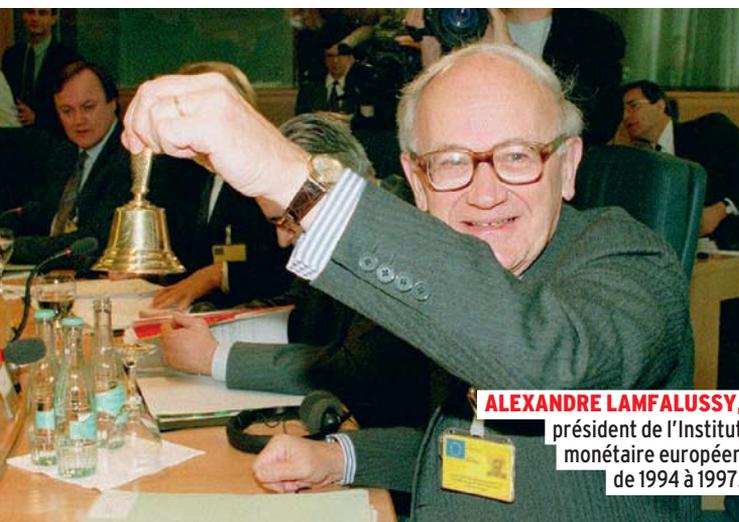
« Le Collège de l'Europe a éveillé l'intérêt pour son vivier de talents européens »

Le Polonais **Jerzy Lukaszewski** (88 ans) a été, de 1972 à 1990, recteur du célèbre Collège d'Europe à Bruges. Vu le rayonnement de cette institution, réputée être le vivier de nombreux talents européens, il a éveillé l'intérêt du KGB et des services secrets hongrois et polonais. « Ses étudiants ne tardent souvent pas à occuper des postes de direction dans des institutions internationales comme l'Otan et la CEE », commente un mémo du KGB. « C'est pourquoi nous considérons ce collège comme intéressant d'un point de vue opérationnel. » En 1965 déjà, alors que Lukaszewski y était professeur, il fut approché à Bruges par le major Ciszyński, un espion des services secrets polonais. « Vous côtoyez beaucoup de monde, vous pouvez donc nous être utile car vous entendez certainement pas mal de choses intéressantes. » Mais Lukaszewski refusa toute collaboration. La Sûreté de l'État suivit de près cette tentative de recrutement. « Lukaszewski reste insensible aux manœuvres d'approche », note-t-elle dans un dossier sur cette affaire.



JERZY LUKASZEWSKI,
recteur du Collège
d'Europe de 1972 à 1990.

COLLEGE OF EUROPE



ALEXANDRE LAMFALUSSY,
président de l'Institut
monétaire européen
de 1994 à 1997.

●●● Après que Lukaszewski fut devenu recteur, les services secrets polonais jugèrent que « son importance n'avait fait que croître ». En 1978, un agent secret polonais – qui portait le nom de code de Rycki et opérait en Belgique sous la couverture d'un attaché culturel – fit une nouvelle tentative mais ne réussit pas non plus. Le dossier Lukaszewski (58 pages) fut officiellement clôturé par les services secrets polonais en 1982 et transféré dans leurs archives.

« Restaurants, cadeau et gros sous »

Jusqu'à fin 2012, **Alain Leens** (59 ans) siégeait comme conseiller communal Ecolo à Liège. En 1987, alors attaché de presse du parti vert, Leens fut contacté par téléphone par un certain Jan Braňka, qui se présenta comme membre de l'ambassade tchécoslovaque à Bruxelles. Le prétexte était de l'éclairer sur certains aspects abordés lors de la dernière conférence de presse du parti. Ils convinrent d'un rendez-vous dans un restaurant bruxellois et échangèrent des idées sur les positions d'Écolo. « Leens est un contact intéressant avec lequel je souhaiterais prévoir d'autres entretiens », indiqua plus tard Braňka dans une note destinée à ses supérieurs, car il était en réalité un espion. « Il me semble disposé à donner des informations sur des thèmes intéressants, et ses possibilités ultérieures vont se clarifier dans le cadre d'un prochain recrutement. » Leens se vit attribuer le nom de code de Selen – *zelený* signifiant vert en tchèque.

Dans les deux années qui suivirent, Leens et Braňka se rencontrèrent une vingtaine de fois, toujours à Bruxelles, dans un restaurant. Braňka voulait surtout connaître l'attitude d'Écolo et d'Agalev à l'égard des initiatives des Soviétiques en matière de paix, leur position dans le débat sur le désarmement et la cuisine interne des verts en Belgique. Un jour, Leens se vit offrir par Braňka trois bouteilles d'un vin français coûteux, « simplement par sympathie ». Il s'agissait en fait d'une deuxième étape marquante dans le recrutement. À la mi-octobre 1989, quelques semaines à peine avant la chute du Mur de Berlin, Braňka lui remit une enveloppe contenant 15000 francs



ALAIN LEENS,
porte-parole d'Ecolo
dans les années 1980.

MICHEL HOUET/IMAGE GLOBE

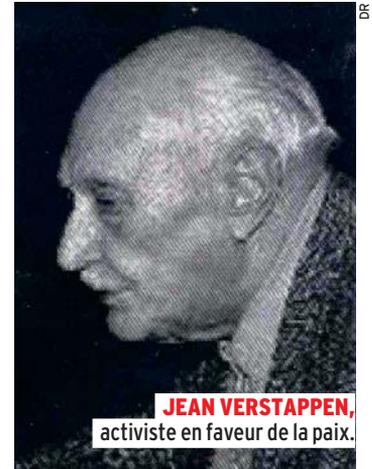
belges pour le remercier d'avoir fourni des informations sur une action de protestation contre un projet de barrage sur le Danube. Leens eut quelques hésitations mais ne refusa pas l'argent qui lui servit à financer des vacances sur la Côte d'Azur. En mars 1990, Braňka retournait dans son pays et les contacts furent interrompus. Leens ignorait toujours que Braňka était un espion.

« Des revues financées par Prague »

En 1965, **Jean Verstappen** (90 ans) de Rixensart était élu sénateur sur une liste de cartel du Mouvement Populaire Wallon et du Parti communiste. Sa lutte contre la guerre au Vietnam lui fit rejoindre ensuite les rangs du Mouvement de la Paix Bruxelles-Wallonie, dont il devint un acteur au plan international comme membre de la présidence du Conseil mondial de la Paix, une instance patronnée par l'Union soviétique.

En juin 1985, à Prague, Verstappen liait connaissance avec Jan Braňka, qui travaillerait par la suite, comme on l'a vu, comme espion-diplomate à l'ambassade tchécoslovaque de Bruxelles. Entre 1986 et 1989, ils dînèrent au moins 50 fois ensemble. Ils discutaient pendant des heures de l'actualité internationale. Verstappen, qui avait reçu le nom de code de Pen, considérait Braňka comme une ligne directe avec les autorités tchécoslovaques.

Verstappen éditait aussi son propre journal : « *Rencontres pour la Paix* ». L'édition spéciale « *Pourquoi des guerres ? Pourquoi pas la paix ?* » sortit de presse au début de 1988. Verstappen y faisait part de ses opinions sur divers thèmes géopolitiques d'actualité. Le fascicule fut imprimé à mille exemplaires. Les frais – 10 000 francs belges – furent réglés par Jan Braňka. Un an plus tard, Braňka finançait une nouvelle édition de la revue, intitulée « *Construire l'Europe* ». Verstappen se laissa-t-il manipuler par la stratégie de propagande des services secrets tchécoslovaques ? « Le contenu de la brochure *Pourquoi des Guerres ?* reflète totalement mes analyses qui sont aussi celles du Mouvement de la Paix », se défend-il. « Dans la seconde brochure sur l'Europe, j'aborde par ailleurs de nombreux points de discordance avec l'URSS et les pays socialistes, entre autres sur le facteur humain. Ce sont tous ces points qui faisaient l'objet de discussions avec Jan Braňka de manière amicale. J'ai toujours gardé une totale indépendance d'analyse et de rédaction. » ● **K.C.**



JEAN VERSTAPPEN,
activiste en faveur de la paix.